ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 25 novembre 1949, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent portant majoration des allocations supplémentaires octroyées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail, par les arrêtés du Régent des 19 octobre 1944 et 10 août 1948 et modifiant l'arrêté du Régent du 28 mai 1948 relatif à l'octroi d'une allocation compensatoire à certaines catégories de personnes, a donné en sa séance du 29 novembre 1949 l'avis suivant :

KONINKLIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e November 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent, tot verhoging van de aanvullende toelagen, verleend bij de besluiten van de Regent van 19 October 1944 en 10 Augustus 1948 aan sommige categorieën van door arbeidsongevallen getroffenen en tot wijziging van het besluit van de Regent van 28 Mei 1948 betreffende de toekenning van een compensatievergoeding aan zekere reeksen van personen, heeft ter zitting van 29 November 1949 het volgend advies gegeven :

Dans sa rédaction actuelle le projet traduit imparfaitement les intentions du Gouvernement. En effet, celles-ci, telles qu'elles ont été exposées au Conseil d'Etat, ne visent qu'à majorer certains chiffres fixés par les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 modifié notamment par l'arrêté du Régent du 10 août 1948.

Or, ces chiffres représentent non pas le montant de l'allocation supplémentaire octroyée par cet arrêté à certaines catégories de victimes d'accidents du travail, mais des minimums endessous desquels il y a lieu de majorer le montant annuel de la rente avant tout paiement en capital. En réalité les allocations supplémentaires ne sont pas portées au montant indiqué au projet. En application de l'article 4 de l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944, l'allocation supplémentaire représentera, selon le cas, la différence entre l'un des chiffres indiqués aux articles 2 et 3 de l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 modifié notamment par l'arrêté du Régent du 10 août 1948 et par le projet soumis et la rente légalement allouée avant tout paiement en capital.

*
* *

Le 3e alinéa du préambule reproduit les modifications intervenues dans le texte de l'arrêté du Régent du 28 mai 1948. Le Conseil d'Etat fait remarquer que plusieurs projets récemment soumis ont également pour objet de modifier cet arrêté. Il conviendra donc éventuellement de viser ceux de ces projets qui seraient devenus des arrêtés avant la date où serait publié l'arrêté qui fait l'objet du projet actuel.

*
* *

.../...

En conséquence, le Conseil d'Etat propose le projet ci-après qui répond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exposées et qui introduit les modifications apportées par le projet dans le texte même de l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 :

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU I9 OCTOBRE I944 CONCERNANT L'OCTROI D'ALLOCATIONS A CERTAINES CATEGORIES DE VICTIMES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL ET CELUI DU 28 MAI I948 RELATIF A L'OCTROI D'UNE ALLOCATION COMPENSATOIRE A CERTAINES CATEGORIES DE PERSONNES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 28 décembre 1926 qui prévoit notamment l'institution d'une taxe sur le montant des primes perçues par les assureurs agréés pour l'assurance contre les accidents du travail et spécialement l'article 2, modifié par l'arrêté-loi du 4 septembre 1945 ;

Vu l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail, modifié par les arrêtés du Régent des 16 octobre 1945, 12 juillet 1947 et 10 août 1948 ;

Vu l'arrêté du Régent du 28 mai 1948 relatif à l'octroi d'une allocation compensatoire à certaines catégories de personnes, modifié par les arrêtés du Régent des 12 juillet 1948, 10 novembre 1948, 28 janvier 1949, 1er juin 1949 et ..... ;

Considérant qu'il convient de majorer les allocations supplémentaires de certains bénéficiaires et que les moyens financiers actuels de la Caisse de prévoyance et de secours en

.../...

faveur des victimes d'accidents de travail permettent d'atteindre ce but ;

Considérant que dans un but d'unification et de simplification de la réglementation en vigueur, il y a lieu d'incorporer les allocations compensatoires dans les allocations supplémentaires accordées par l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 ;

Considérant que pour certaines victimes d'accidents du travail survenus à une date comprise entre le 1er janvier 1945 et le 31 juillet 1948, il y a lieu de remplacer l'allocation prévue par l'arrêté du Régent du 28 mai 1948 par l'octroi d'une allocation supplémentaire ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition du Premier Ministre, du Ministre des Finances, du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes et du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Dans l'article 2 de l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 modifié par les arrêtés du Régent des 16 octobre 1945, 12 juillet 1947 et 10 août 1948, les chiffres "140", "150", "160", "32" et "5.500" sont remplacés respectivement par les chiffres "160", "180", "200", "40" et "6.700".

Dans l'article 3 du même arrêté, le chiffre "140" est remplacé par le chiffre "160".

Dans l'article 4 du même arrêté, les chiffres "21.000", "22.500", "24.000" et "32" sont remplacés respectivement par les chiffres "24.000", "27.000", "30.000" et "40".

.../...

Article 2.-

L'article 2 du même arrêté est complété par un alinéa ainsi conçu :

"L'allocation accordée par le présent article à la veuve non remariée est ramenée à 5.500 francs lorsque la bénéficiaire est en droit de prétendre au complément de pension de survie prévu par l'arrêté du Régent du 10 mai 1948 pris en exécution de l'article 5 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs."

Article 3.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 5 bis ainsi conçu :

" Article 5 bis.- Une allocation annuelle globale de 1.200 francs est accordée à partir du 1er janvier 1950 aux victimes d'accidents du travail survenus à une date comprise entre le 1er janvier 1945 et le 31 juillet 1948 inclusivement, à condition :

1° qu'elles soient bénéficiaires au 1er janvier 1950 d'une rente ou allocation accordée en exécution de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail ;

2° qu'elles soient atteintes d'une incapacité permanente de 66 p.c. au moins ;

3° qu'elles ne puissent prétendre au bénéfice de l'allocation supplémentaire prévue par l'article 1er.".

Article 4.-

L'article 2, 5°, de l'arrêté du Régent du 28 mai 1948 relatif à l'octroi d'une allocation compensatoire à certaines catégories de personnes, est abrogé.

Article 5.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1950.

.../...

Article 6.-

Le Premier Ministre, le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le .

PAR LE REGENT,

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

De tekst van het ontwerp strookt niet helemaal met de bedoelingen van de Regering. Naar aan de Raad van State werd uiteengezet, beogen zij immers alleen een verhoging van sommige cijfers, vastgesteld bij de artikelen 2, 3 en 4 van het besluit van de Regent van 19 October 1944, zoals het namelijk is gewijzigd bij besluit van de Regent van 10 Augustus 1948.

Deze cijfers echter vertegenwoordigen niet het bedrag van de aanvullende toelage, bij dit besluit verleend aan sommige categorieën van slachtoffers van arbeidsongevallen, doch minima beneden welke het jaarlijks rentebedrag vóór elke betaling in kapitaal dient te worden verhoogd. In werkelijkheid worden de aanvullende toelagen niet verhoogd tot het bedrag dat in het voorgelegde ontwerp is vermeld. Bij toepassing van artikel 4 van het besluit van de Regent van 19 October 1944, zal de aanvullende toelage, naar het geval, het verschil vertegenwoordigen tussen één der cijfers, aangegeven in de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Regent van 19 October 1944, hetwelk namelijk is gewijzigd bij besluit van de Regent van 10 Augustus 1948 en bij het voorgelegde ontwerp, en de rente wettelijk toegekend vóór elke betaling in kapitaal.

*

* *

In het 3de lid van de inleiding is melding gemaakt van de wijzigingen die in de tekst van het besluit van de Regent van 28 Mei 1948 zijn aangebracht. De Raad van State vestigt er de aandacht op dat verschillende ontwerpen, waarover hij onlangs om advies werd verzocht, eveneens wijzigingen in dit besluit aanbrengen. Men verwijze dus eventueel naar diegene welke reeds onder vorm van besluiten mochten gepubliceerd zijn vóór de datum van bekendmaking van het besluit dat het voorwerp is van het tegenwoordige ontwerp.

*

* *

De Raad van State stelt bijgevolg het hiernavolgend ontwerp voor, dat beantwoordt aan de bedoelingen van de Regering zoals zij hem werden uiteengezet en dat de door he ontwerp aangebrachte wijzigingen opneemt in de tekst zelf van het besluit van de Regent van 19 October 1944 :

BESLUIT VAN DE REGENT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 19 OCTOBER 1944 BETREFFENDE HET VERLENEN VAN TOELAGEN AAN SOMMIGE CATEGORIEEN VAN DOOR ARBEIDSONGEVALLEN GETROFFENEN EN VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 28 MEI 1948 BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EEN COMPENSATIEVERGOEDING AAN SOMMIGE CATEGORIEEN VAN PERSONEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 28 December 1926 waarbij namelijk de invoering is voorzien van een taxe op het bedrag der premies, geïnd door de aangenomen verzekeraars voor de verzekering tegen arbeidsongevallen, en namelijk op artikel 2, zoals dit is gewijzigd bij de besluitwet van 4 September 1945;

Gelet op het besluit van de Regent van 19 October 1944 betreffende het verlenen van toelagen aan sommige categorieën van door arbeidsongevallen getroffenen, zoals het is gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 16 October 1945, 12 Juli 1947 en 10 Augustus 1948;

Gelet op het besluit van de Regent van 28 Mei 1948, betreffende de toekenning van een compensatievergoeding aan sommige categorieën van personen, zoals het is gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 12 Juli 1948, 10 November 1948, 28 Januari 1949, 1 Juni 1949 en .....;

.../...

Overwegende dat het past de aanvullende toelagen van sommige gerechtigden te verhogen en dat het met de huidige financiële middelen van de Steun- en Voorzorgskas ten behoeve van de personen door arbeidsongevallen getroffen mogelijk is dit te verwezenlijken.

Overwegende dat, met het oog op de eenmaking en de vereenvoudiging van de geldende reglementering, de compensatievergoedingen dienen te worden opgenomen in de aanvullende toelagen verleend bij het besluit van de Regent van 19 October 1944 ;

Overwegende dat voor sommige personen getroffen door arbeidsongevallen, welke zich hebben voorgedaan op een datu tussen 1 Januari 1945 en 31 Juli 1948, de vergoeding verleend bij besluit van de Regent van 28 Mei 1948 dient te worden vervangen door de toekenning van een aanvullende toelage;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Eerste-Minister, van de Minister van Financiën, van de Minister van Economische Zaken en Middenstand en van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

In artikel 2 van het besluit van de Regent van 19 October 1944, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 16 October 1945, 12 Juli 1947 en 10 Augustus 1948, worden de cijfers "140", "150", "160", "32" en "5.500" onderscheidenlijk vervangen door de cijfers "160", "180", "200", "40" en "6.700".

In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het cijfer "140" vervangen door het cijfer "160".

.../...

In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de cijfers "21.000", "22.500", "24.000" en "32" onderscheidenlijk vervangen door de cijfers "24.000", "27.000", "30.000" en "40".

Artikel 2.-

Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

"De toelage die bij dit artikel aan de niet-hertrouwde weduwe is verleend, wordt op 5.500 frank gebracht, wanneer de begunstigde gerechtigd is aanspraak te maken op het aanvullend overlevingspensioen bedoeld in het besluit van de Regent van 10 Mei 1948, genomen ter uitvoering van artikel 5 der besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders".

Artikel 3.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 5 bis ingevoegd luidend als volgt :

" Artikel 5 bis.- Aan de personen getroffen door arbeidsongevallen welke zich hebben voorgedaan op een datum tussen 1 Januari 1945 en 31 Juli 1948 inbegrepen, wordt met ingang van 1 Januari 1950 een globale jaarlijkse toelage van 1.200 frank verleend, op voorwaarde :

1° dat zij op 1 Januari 1950 een rente of een toelage genieten, verleend ter uitvoering van de wet betreffende de vergoeding der schade voortvloeiend uit de arbeidsongevallen;

2° dat zij voor ten minste 66 t.h. blijvend ongeschikt tot werken zijn;

3° dat zij op de in artikel 1 bepaalde aanvullende toelage geen aanspraak kunnen maken".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 2, 5°, van het besluit van de Regent van 28 Mei 1948, betreffende de toekenning van een compensatievergoeding aan sommige categorieën van personen, is opgeheven.

Artikel 5.-

Dit besluit treedt 1 Januari 1950 in werking.

Artikel 6.-

De Eerste-Minister, de Minister van Financiën, de Minister van Economische Zaken en Middenstand en de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE REGENT :

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat, président,
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

J.VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
F.DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint; greffier,
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,